



Désiré Olivier AGBOTON : « Les efforts doivent être portés vers les jeunes pour les inciter à relever le défi de la ZLECA. Eux seuls décideront de son échec ou de sa réussite. »

« Les efforts doivent être portés vers les jeunes pour les inciter à relever le défi de la ZLECA. Eux seuls décideront de son échec ou de sa réussite. »

Pendant que se met en place la zone de libre-échange africaine, l'urgence reste furieuse pour le continent, de défendre, d'attaquer et d'influencer. Plaidant pour une Afrique autonome, l'économiste Désiré AGBOTON livre un schéma précis de développement du secteur agricole africain.

RAVIE : Quels sont les enjeux et paradoxes africains en matière agricole ?

Désiré Olivier AGBOTON : Pour atteindre l'émergence, les pays d'Afrique ont besoin de développer d'abord une agriculture forte, productrice de biens et services. Après 60 ans d'indépendance, les pays d'Afrique sont largement devancés par nombre de pays asiatiques qui disposaient pourtant de moins de ressources qu'eux. Si les pays asiatiques ont amorcé leur émergence en se dotant des capacités de produire de manière autonome, les biens et services qu'ils consomment dans les secteurs agricole, industriel, de l'éducation, de la santé, des transports et des loisirs n'en est absolument rien pour les pays d'Afrique noire. A cet égard, l'Asie a atteint l'autosuffisance alimentaire

et engrange d'importantes fortunes en exportant son riz en Afrique. Elle projette une image contrastée avec à la clé une agriculture incapable de nourrir les populations, caractérisée par des importations massives et croissantes de denrées alimentaires ainsi qu'une jeunesse au chômage et sans perspective viable. Ses immenses terres non mises en valeur suscitent la convoitise des partenaires et capitalistes étrangers prêts à investir. Ces menaces constituent à terme des bombes à retardement qui éroderont à coup sûr les efforts de développement de nos pays. Ces deux préoccupations majeures nécessitent une prise de conscience urgente de la société civile africaine.

Quels défis en résultent et comment l'Afrique parviendra-t-elle à les relever ?



EQUIPE DE PRODUCTION

REDACTEUR EN CHEF

GWETH Guy

REDACTEUR EN CHEF AD.

DOUMONGUE Beaugrain

CONSEILS EDITORIAUX

MBENGUE ABABACAR

MARSHALL Linda

REDACTEURS

ADJAYI Kamal

AGBOTON Désiré Olivier

AYEWOUADAN Akodah

AYITE Dany

AZIAKA Rolande

BLEU Jacob

D'ALMEIDA EDEM

DEMAKOU Yéndoubé

DIALLO Mbaye Fall

DJIKOUNOU Aimé

EPOUNE Thomas

HAÏDARA Carine Oumou

KHEMAKEM Mehrez

KUADJOVI Ornella Marlène

LIMAM Karim

LOGOH Jacques

MBIANDOU Douglas

MOUSTAPHA Aché Ahmat

NOUBISSIE Claudel

SAGADOU Jean-Paul

STEPHAN Olivier

TIBA Alain

ZOGLAMI Mohamed

CONCEPTION

DJOU Eliane

DIFFUSION

NOUSSI Amen

ATEBA Claude

© CAVIE2021

Nous saisissons l'opportunité du marché commun, à la faveur de la zone de libre-échange continentale africaine (ZLECA) pour mettre l'accent sur la nécessité d'investir massivement dans l'agriculture et le capital humain afin de relever les trois (3) défis suivants :

- l'élargissement de la base productive et la diversification des filières agricoles ;
- l'émergence de l'agro-industrie et la consommation des produits locaux ;
- le renforcement des capacités de la jeunesse africaine à l'entrepreneuriat agricole.

1- Elargissement de la base productive et diversification des filières agricoles

A l'avènement de la ZLECA, l'examen des différentes statistiques agricoles et commerciales des Etats africains fait apparaître une faiblesse globale de la production agricole ainsi qu'une insuffisante diversification des filières agricoles. La faiblesse des productions ne permet pas de relever les défis de l'alimentation des populations africaines toujours plus nombreuses, ni de disposer de quantités suffisantes de matières premières à transformer pour l'agro-industrie. Ces contre-performances sont in-

duites par nombre d'échecs au niveau des réformes agraires, des circuits de distribution, de l'appui insuffisant aux producteurs, etc. La diversification agricole prônée depuis des décennies n'est effective que dans de rares pays comme la Côte d'Ivoire ou le Cameroun alors que le potentiel existe largement pour développer de nouvelles spéculations prometteuses dans plusieurs pays.

2- L'émergence de l'agro-industrie et la consommation des produits locaux

Le second défi est assurément celui de l'émergence de l'agro-industrie, c'est-à-dire d'œuvrer pour accélérer la transformation des produits agricoles. Quels en sont les enjeux ? Ils sont de trois ordres :

- le premier consiste à créer de la valeur ajoutée et des emplois à la faveur du processus industriel en mettant définitivement un terme à notre pratique consistant à exporter des produits primaires, non transformés ;
- le second vise à mettre à la disposition des marchés des produits de qualité, propres à la consommation en quantité industrielle et ce à un coût compétitif ;
- le troisième défi est d'ordre culturel, il a trait à notre chan-

gement de mentalité pour que nous apprenions à l'instar des Asiatiques à consommer nos produits locaux car ce faisant, nous promouvons nos entreprises, nos produits et défendrons les intérêts de nos travailleurs.

Au total, il s'agit d'une phase très importante du développement de nos pays car elle concerne la prise de conscience de ces enjeux en liaison avec notre capacité à nous organiser pour changer le cours des événements. Il y a lieu de reconnaître que dans ce domaine, les opportunités ne manquent pas, dans la mesure où les besoins des consommateurs ne sont pas encore couverts. Pour mémoire, de nombreux produits du cru sont concernés. A titre d'illustration, nous citerons entre autres : l'anacarde, le cacao, le café, le coton, l'hévéa, le karité, la mangue, etc. En définitive, il urge d'adopter une nouvelle démarche qui prône le nationalisme économique et qui s'inspire de l'intelligence économique pour accélérer la création de richesses dans les filières agro-alimentaires et agro-industrielles afin de garantir l'approvisionnement régulier des marchés locaux et régionaux africains dans la perspective de la réussite de la ZLECA. C'est à ce prix que le pari de

l'Union Africaine et des promoteurs de la ZELCA de tripler le commerce intra-africain aura du sens.

3- Renforcement des capacités de la jeunesse africaine à l'entrepreneuriat agricole

La problématique du renforcement des capacités est au cœur de notre vision. En effet, il est essentiel que les jeunes africains prennent conscience

des enjeux actuels et futurs du développement agro-industriel du continent pour comprendre qu'ils sont les principaux acteurs de cette renaissance, à côté des pouvoirs publics. Il existe un immense potentiel agricole largement sous-exploité, susceptible de permettre une hausse conséquente de la production si les dispositions idoines sont prises au niveau des pouvoirs publics pour assurer la formation et l'opérationnalité de la jeunesse, la mise à disposition des équipements agricoles ainsi que intrants et des semences.

Quelles peuvent alors être les possibilités de renforcement des capacités vers lesquelles l'on pourrait orienter la jeunesse ?

Tout d'abord, il est urgent de procéder à un état des lieux des expériences et programmes agricoles en faveur des jeunes

et de recenser les « success stories » afin de pouvoir les analyser et les réactualiser dans le contexte présent. A titre d'illustration, j'évoquerai le Centre Songhaï au Bénin qui dispense des formations dans le domaine de l'entrepreneuriat agricole. Il y aurait lieu de réexaminer ses

Tous les efforts doivent être portés vers les jeunes pour les inciter à poursuivre leurs efforts et relever le défi de la ZLECA. Eux seuls décideront de son échec ou de sa réussite.

programmes afin de les rendre plus performants en incluant des stages pratiques pour qu'à l'issue de leur formation, les jeunes deviennent capables de gérer une exploitation. La deuxième option que nous suggérons s'adresse aux Etats qui disposent de tous les leviers pour lancer de véritables grands travaux agricoles destinés à la mise en valeur des terres arables en apportant tous les appuis nécessaires à la formation et à l'installation des jeunes sur des périmètres agricoles en leur offrant les services connexes pour écouler la production. Une troisième option s'inspirant du programme du philanthrope Tony Elumelu pourrait être préconisée au niveau d'institutions telles que l'Union Africaine pour encourager les jeunes promoteurs à entreprendre et à investir dans l'agriculture.

Comment projeter les meilleures contingences ?

Les entrepreneurs africains doivent prendre conscience à travers leurs organisations patronales et les pouvoirs publics, que le continent aborde une phase décisive de son développement économique. En effet, à la faveur de la ZLECA, et sous réserve de la résolution des problèmes en instance, un entrepreneur a la liberté d'étendre son marché et

ses activités en exportant son bien dans d'autres régions du continent, s'il est compétitif. C'est pourquoi, tous les efforts doivent être portés vers les jeunes pour les inciter à poursuivre leurs efforts et relever le défi de la ZLECA. Eux seuls décideront de son échec ou de sa réussite.

Associé directeur chez West Coast Consulting, le Béninois Olivier AGBOTON est aujourd'hui commissaire aux finances de l'ACCI. Après avoir passé 22 ans comme économiste à la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et 3 ans comme conseiller économique du ministre de la Planification du Bénin, il a été certifié VIMA III à la promotion Cheikh Anta Diop (Sénégal).



Mohamed ZOGHLAMI devient Président d'Honneur du Centre africain de veille et d'intelligence économique

Nouveau président d'honneur du Centre africain de veille et d'intelligence économique, Mohamed Zoghlami est aussi directeur général d'Axismed et consultant international en stratégie & développement. Il est par ailleurs co-fondateur d'Afric'Up et d'Africa in Colors et vice-président de CREATEC, l'association tunisienne des industries créatives numériques.

Mohamed ZOGHLAMI a travaillé plusieurs années dans les Institutions européennes, chargé des relations euro-méditerranéennes, des questions économiques et industrielles. Il a dirigé Externans International un cabinet de consultants spécialisé dans le développement et la coopération avec les pays émergents notamment en Méditerranée et en Afrique.

Diplômé de l'Institut d'Etudes Politiques d'Aix-en-Provence, il détient un DEA de géopolitique et un DESS de droit aérien et spatial. Il a suivi des études en communication à l'Université de Montréal.

Expert dans le conseil en développement & stratégie des entreprises à l'international, il a été porteur de nombreux projets et investissements au Maghreb & en Afrique (<http://www.olympprojects.com/>).

En parallèle, à travers sa société Axismed, il investit dans différents projets (Studio de jeu vidéo Saphirprod (<http://www.saphirprod.com/>), école de formation à la 3DNetinfo (<https://www.3dnetinfo.com/>), tourisme culturel Digital Casbah, Sycomore Méditerranée, Africa4Startup, Sewelo). Il est l'auteur de Toonmed, le premier blog consacré aux dessins animés, à la bande

dessinée et aux arts numériques en Méditerranée & en Afrique.

Mohamed ZOGHLAMI est par ailleurs co-fondateur d'Afric'Up le premier sommet africain des startups www.africup.tn, d'Africa in Colors plateforme digitale et premier événement africain dédié aux industries créatives numériques qui se déroule au Rwanda – <https://africaincolors.com/>, et de l'unique Living Africain & Arabe dans les industries créatives DigiArt en Tunisie (<http://dall4all.org/>).

La Rédaction



Guy GWETH devient ambassadeur des entreprises allemandes en Afrique

Il était déjà la figure paternelle de l'intelligence économique et de la due diligence en Afrique.

Depuis le 1er janvier 2021, Guy Gweth incarne

la nouvelle diplomatie d'entreprise en cours sur le continent au profit de l'excellence des relations économiques et commerciales germano-africaines.



Guy GWETH
Représentant
BMWV Benin, Gabon,
Kamerun, Togo

Depuis le 1er janvier, le président du Centre africain de veille et d'intelligence économique est officiellement le directeur des bureaux extérieurs BMWV Benin, Kamerun, Gabon, Togo. Il a pour mission, d'une part de promouvoir et de défendre les intérêts des entreprises allemandes en Afrique en général et dans les quatre pays ci-dessus en particulier ; et d'autre part de structurer et de dynamiser l'intérêt des entreprises africaines pour le marché allemand.

Selon le nouveau diplomate d'entreprise, « les PME constituent le moteur de l'économie allemande. Elles représentent plus de 99 % des entreprises du pays, produisent environ 60 % des emplois et contribuent à hauteur de 45 % de ses exportations. Spécialisées dans divers domaines, étroitement imbriquées et réparties sur l'ensemble du territoire, elles

contribuent directement ou en tant que sous-traitants au succès du commerce extérieur du pays. En Afrique, leur réputation est inégalée, mélange de robustesse, de discrétion et de stabilité. »

Au 31 décembre 2020, plus de 70% des PME allemandes estimaient que leur situation commerciale était satisfaisante ou meilleure que prévu. 2/3 s'attendaient toutefois à une récession macroéconomique en 2021. Outre les effets de la Covid-19, elles devront faire face à la dégradation de la conjoncture économique en Europe. Pour BMWV, l'heure de l'offensive sur les marchés africains est venue. Elle s'appuie sur une solide expertise locale ayant en partage les valeurs allemandes de rigueur, de discipline, d'agilité, d'anticipation et d'innovation. D'où le choix porté sur monsieur Guy Gweth.

Président du CAVIE, directeur des opérations de Knowdys Consulting Group et responsable de Doing Business in Africa à Centrale Supélec, le diplomate de formation dit « avoir accepté de représenter le German Mittelstand en Afrique parce que cette marque porte en elle l'efficacité des circuits décisionnels courts et des processus de décision rapides dans un environnement marqué par la vitesse. Parce que les PME allemandes ont le profil pour prendre le leadership sur les marchés africains d'ici 2030. Parce que portées sur le long terme, leur enracinement dans les régions où elles sont établies ne pourra que contribuer durablement et efficacement à l'émergence de l'Afrique. »

La Rédaction



DÉCOUVRIR, COMPRENDRE ET AGIR AVEC LE CAVIE



UNE ORGANISATION CONTINENTALE

Légalisé le 03 août 2015 à Yaoundé, le Centre Africain de Veille et d'Intelligence Économique (CAVIE) est une institution panafricaine non gouvernementale à but non lucratif. Reconnu comme l'organisation de référence en matière de formation et de certification en veille et intelligence économique en Afrique, le Centre est représenté dans 37 pays dans le monde. Ses membres promeuvent les bonnes pratiques de veille et d'intelligence économique, ainsi que leurs implications dans la compétitivité de la région. Le CAVIE est l'interlocuteur privilégié des secteurs public et privé sur les questions de défense du patrimoine nationale, conquête des marchés extérieurs et influence de la décision publique en Afrique.

DES MISSIONS SENSIBLES

Grâce à son équipe pluridisciplinaire, le CAVIE répond précisément à des problématiques à haute valeur ajoutée telles que :

- La sensibilisation des pouvoirs publics, des entreprises et du monde éducatif africains aux enjeux stratégiques de la veille et de l'intelligence économique ;
- L'aide à la création et au développement des dispositifs de veille sectorielle, d'intelligence économique et stratégique au sein des institutions publiques et privées ;

- Le renforcement des capacités des institutions publiques et privées, ainsi que des porteurs de projets individuels par le biais des publications, conseils, formations et conférences ;

- La fédération, la représentation et la promotion des intérêts professionnels, moraux, économiques et juridiques des acteurs africains de la veille et de l'intelligence économique ;

- La garantie que : chaque adhérent du Centre est reconnu comme professionnel par ses pairs, qu'il n'a pas été condamné par la Justice au moment de son intégration et qu'il s'est engagé à respecter la charte d'éthique de la profession édictée par le CAVIE.

DES SERVICES STRATEGIQUES

Engagé auprès des différents acteurs désireux d'accroître leur compétitivité, le CAVIE met à votre disposition :

- ❖ Des formations diplômantes et certifiantes ;
- ❖ Une veille 24/7 dans 12 secteurs d'activité en Afrique ;
- ❖ Des études de marché et d'opportunités à la demande ;
- ❖ Le benchmarking des bonnes pratiques internationales ;
- ❖ La création d'unités de veille sociale et réglementaire ;
- ❖ La mise en place de cellules d'intelligence économique ;
- ❖ La recherche de partenariats qualifiés.

CAVIE, le cœur de l'Afrique conquérante

DE SOLIDES REFERENCES

Fort de son expérience, le CAVIE s'inscrit aujourd'hui comme un partenaire de choix. Parmi ses références :



DES PARTENAIRES DE CONFIANCE



DES CODES POUR DEVENIR MEMBRE

❖ Personne physique

Depuis le 1er février 2019, il faut avoir suivi une formation certifiante du Centre pour devenir membre du CAVIE. Plus d'informations sur nos sessions à cavie-acci.org.

Toute demande d'adhésion doit se faire par écrit. Elle est soumise au Conseil d'Administration qui statue. La décision d'admission ou de rejet doit être motivée et notifiée par écrit au demandeur.

Les adhérents devront respecter impérativement les trois conditions suivantes :

- Être âgé de 18 ans révolus au jour de leur demande d'adhésion
- Être en adéquation avec les valeurs et les objectifs du CAVIE
- Régler sa cotisation annuelle

❖ Personne morale

Les personnes morales adhèrent au CAVIE en devenant partenaires.

DES CONTACTS POUR AGIR ENSEMBLE

Retrouvez-nous sur les réseaux sociaux...



... Et dans le monde réel :

B.P: 35605 Yaoundé Cameroun
Tel : +237 242 003 106
GSM : +237 659 173 030
Mail : welcom@cavie.org
Home : cavie-acci.org



ÉTUDES DE MARCHÉ EN AFRIQUE

Production - Vente - Achat - Formation

65 études mises à jour suite à la Covid-19



En savoir plus sur www.africadiligence.com



CENTRE AFRICAIN DE VEILLE ET D'INTELLIGENCE ECONOMIQUE

DEVENIR MEMBRE

AVANTAGES

- Appartenance à un réseau qualifié
- Accès à des renseignements privilégiés
- Implication dans les prestations du CAVIE
- Défense et promotion des intérêts professionnels
- Participation concrète à la compétitivité africaine

OBLIGATIONS

- Adhérer aux statuts et règlements du CAVIE
- Être à jour des cotisations annuelles (185€)
- Se former aux métiers de l'intelligence économique
- Produire de la connaissance en rythme mensuel
- Contribuer à la promotion du CAVIE partout où besoin